

Situation mensuelle comptable des collectivités locales (SMCL)

Situation 2025 au 31 octobre 2025

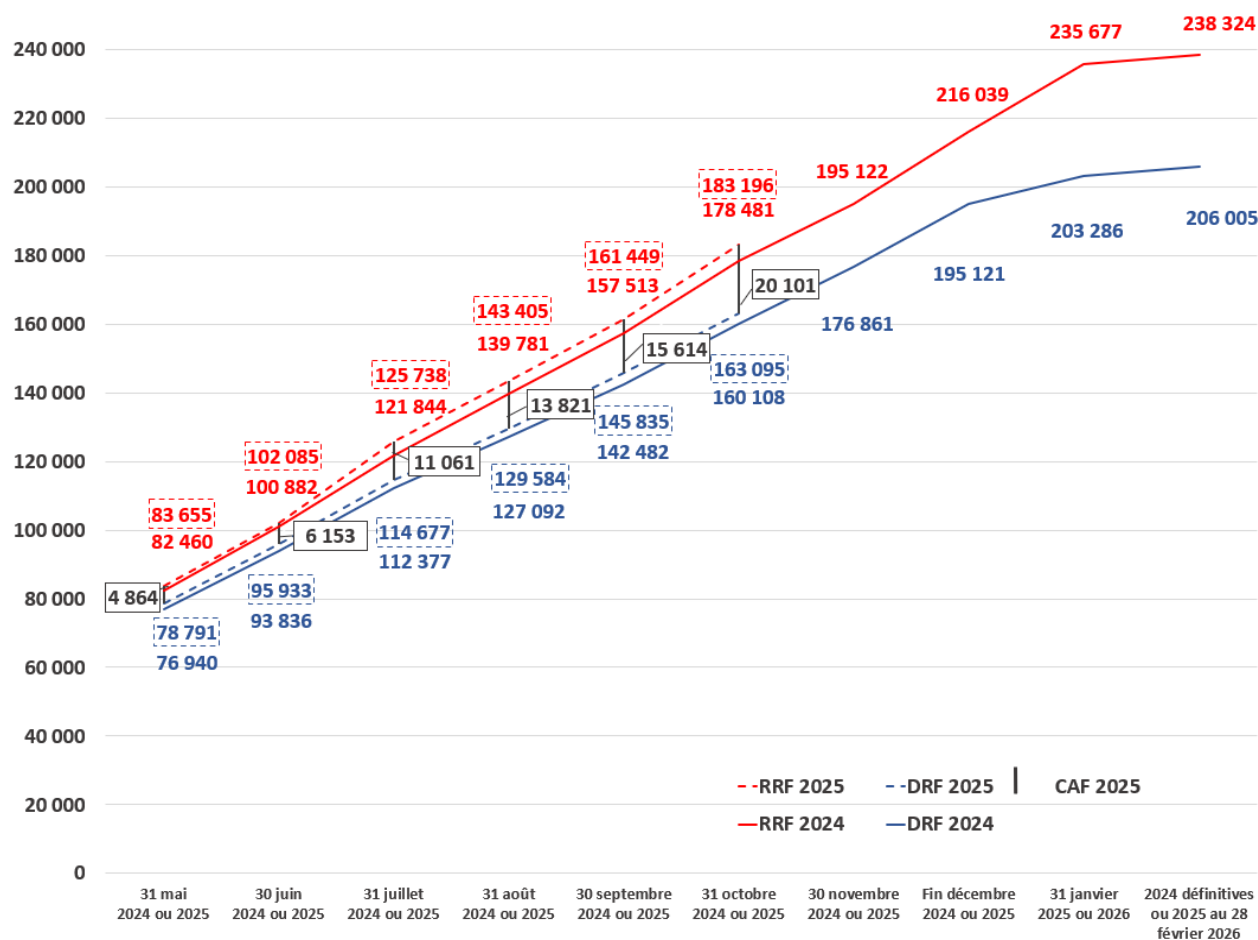
Sixième situation au titre de l'année 2025, cette SMCL est, comme toute situation précoce en cours d'année, fortement marquée par des rythmes d'enregistrements en comptabilité qui peuvent varier d'une année sur l'autre et en fonction des pratiques locales. Les résultats présentés doivent donc être interprétés avec une prudence particulière.

La situation des départements est impactée par un titrage annuel (0,8 Md€) fait par une collectivité plus tôt en 2025 (en mai) qu'en 2024 (en décembre). Ce décalage temporel se répercute sur l'évolution de l'épargne brute et l'épargne nette de cette strate et aussi de l'ensemble des collectivités locales.

Recettes

Les recettes réelles de fonctionnement (RRF) de l'ensemble des collectivités locales sont en hausse au 31 octobre 2025 sur un an (+2,6 %, soit +4,7 Md€), liée notamment à la hausse des recettes fiscales.

Evolution des **RRF** et **DRF** 2024 et 2025 (en M€) - Toutes collectivités



RRF : recettes réelles de fonctionnement

DRF : dépenses réelles de fonctionnement

Dépenses

Les **dépenses réelles de fonctionnement (DRF) des collectivités augmentent** (+1,9 % soit +3 Md€), notamment sous l'impulsion des frais de personnel (+2,3 % soit 1,4 Md€), des achats et charges externes (+3,2 % soit +0,9 Md€) ainsi que des frais de séjour (+4,1 % soit +0,5 Md€). Au 31 octobre 2025, les AIS versées par les départements sont en croissance de +1,8 % (+0,3 Md€), dont +8,8 % pour la prestation de compensation du handicap (+0,2 Md€) et +1,2 % pour le RSA (+0,1 Md€). Les participations versées par les départements et les régions diminuent (-9,9 % soit -0,4 Md€).

Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) en M€	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Exécution 2024 au 31 octobre 2024	Exécution 2025 au 31 octobre 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	61 829	65 276	66 627		5,6%	2,1%
GFP	20 402	22 028	22 836		8,0%	3,7%
Départements	49 975	52 755	53 413		5,6%	1,2%
Régions	18 964	20 049	20 219		5,7%	0,8%
Total	151 168	160 108	163 095		5,9%	1,9%

Les **dépenses d'investissement** augmentent pour le bloc communal (+6,5 % soit +2,4 Md€) mais diminuent pour les départements (-4,7 % soit -0,5 Md€) et les régions (-7,7 % soit -1 Md€).

Dépenses réelles d'investissement (DRI) en M€	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Exécution 2024 au 31 octobre 2024	Exécution 2025 au 31 octobre 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	24 419	26 554	28 038		8,7%	5,6%
GFP	9 757	11 103	12 052		13,8%	8,6%
Départements	10 629	10 638	10 143		0,1%	-4,7%
Régions	10 683	12 669	11 698		18,6%	-7,7%
Total	55 488	60 964	61 931		9,9%	1,6%

La progression des **dépenses totales** (DRF et DRI hors remboursement d'emprunt) de l'ensemble des collectivités s'élève à +1,6 % au 31 octobre 2025 par rapport au 31 octobre 2024.

Dépenses totales en M€	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Exécution 2024 au 31 octobre 2024	Exécution 2025 au 31 octobre 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	81 381	87 191	89 958		7,1%	3,2%
GFP	28 318	31 245	32 862		10,3%	5,2%
Départements	58 195	61 019	61 098		4,9%	0,1%
Régions	27 988	30 815	29 692		10,1%	-3,6%
Total	195 883	210 270	213 610		7,3%	1,6%

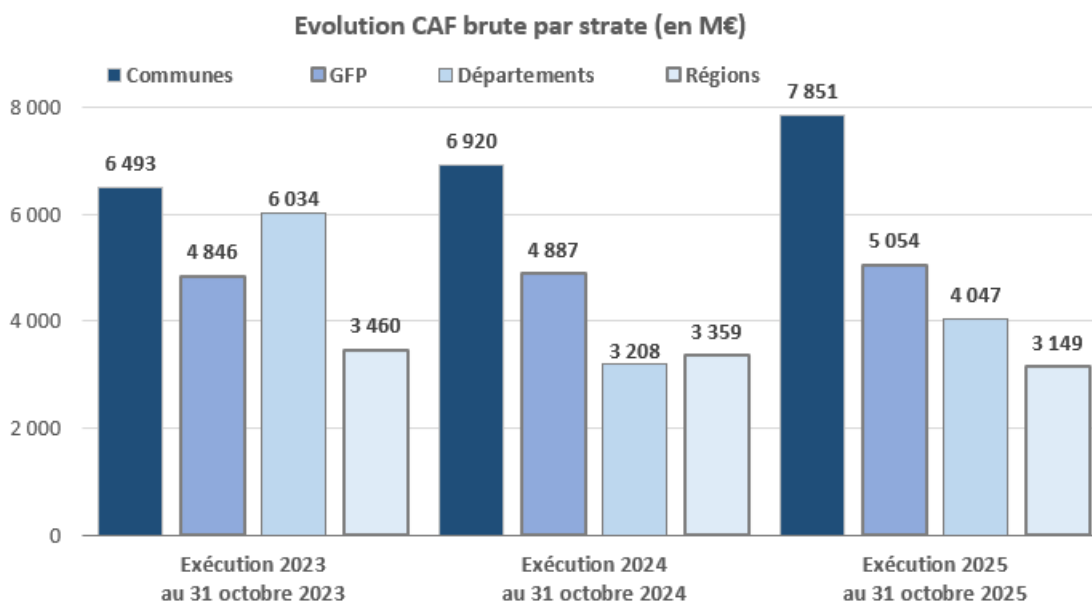
L'épargne brute (ou capacité d'auto financement – CAF brute) est la différence entre les recettes et les charges de fonctionnement d'une collectivité. Cette épargne brute **permet d'identifier la part de ressources restant disponible pour investir ou rembourser les emprunts d'une collectivité**, après paiement des charges récurrentes.

L'épargne brute globale des collectivités locales s'élève à 20,1 Md€ au 31 octobre 2025, en augmentation par rapport à celle constatée au 31 octobre 2024 (18,4 Md€ soit +9,4 %) sans revenir au niveau du 31 octobre 2023 (20,8 Md€).

L'épargne brute augmente pour les communes, les GFP et les départements et diminue pour les régions par rapport à 2024 (avec pour certains départements, une régularisation des pratiques de titrage des DMTO).

Pour les départements, cette hausse de l'épargne brute doit toutefois être relativisée en raison du titrage annuel (0,8 Md€) de fractions de TVA fait par une collectivité plus tôt en 2025 (en mai) qu'en 2024 (en décembre). L'amélioration de l'épargne brute serait donc plus limitée (+5 % et +5,7 % toutes strates confondues) en ne retenant pas cette collectivité en 2024 et en 2025 à date.

Epargne brute (CAF brute) en M€	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Exécution 2024 au 31 octobre 2024	Exécution 2025 au 31 octobre 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	6 493	6 920	7 851		6,6%	13,5%
GFP	4 846	4 887	5 054		0,9%	3,4%
Départements	6 034	3 208	4 047		-46,8%	26,2%
Régions	3 460	3 359	3 149		-2,9%	-6,3%
Total	20 833	18 373	20 101		-11,8%	9,4%



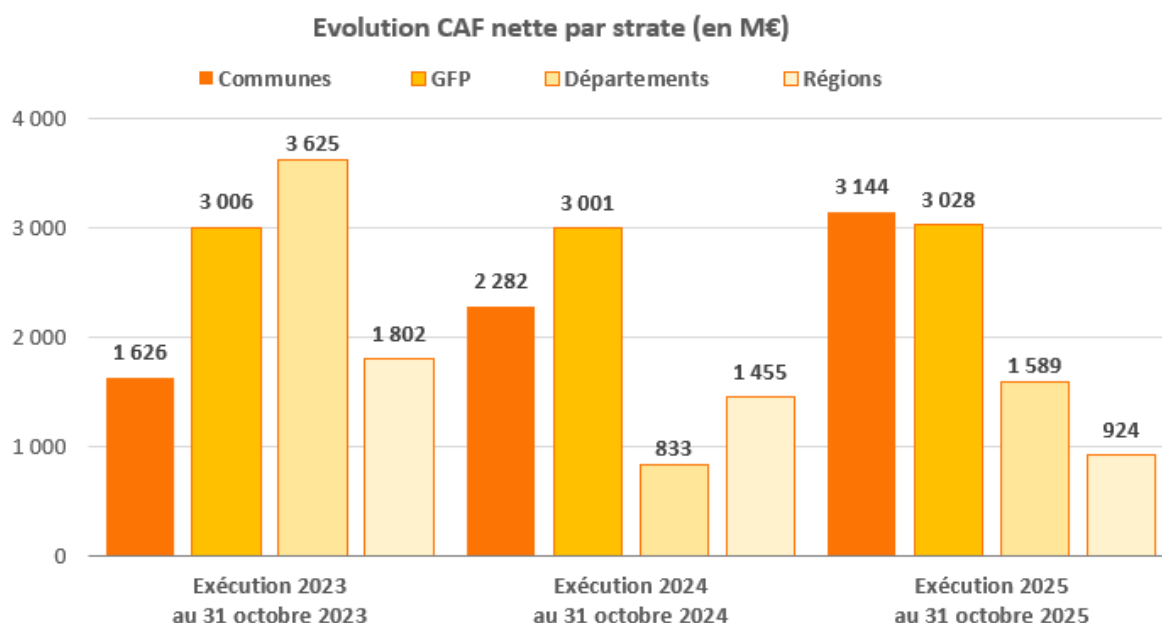
L'épargne nette (ou CAF nette) est l'épargne brute après déduction des remboursements de dettes.

L'épargne nette 2025 de l'ensemble des collectivités locales est positive (8,7 Md€) au 31 octobre 2025. Elle est supérieure à celle constatée au 31 octobre 2024 (7,6 Md€) et en **baisse par rapport à son niveau de 2023**.

Sur un an, elle suit la même tendance que l'épargne brute : elle augmente pour les communes, les GFP et les départements et diminue pour les régions.

Pour les départements, la hausse de l'épargne nette est impactée, tout comme pour l'épargne brute, par le tirage annuel (0,8 Md€) fait plus tôt par une collectivité en 2025. L'amélioration de l'épargne nette est donc à nuancer, elle serait de +8,3 % et de +5,8 % pour l'ensemble des strates, en ne retenant pas cette collectivité en 2024 et en 2025 à date.

Epargne nette (CAF nette) en M€	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Exécution 2024 au 31 octobre 2024	Exécution 2025 au 31 octobre 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	1 626	2 282	3 144		40,3%	37,8%
GFP	3 006	3 001	3 028		-0,2%	0,9%
Départements	3 625	833	1 589		-77,0%	90,6%
Régions	1 802	1 455	924		-19,2%	-36,5%
Total	10 059	7 571	8 684		-24,7%	14,7%

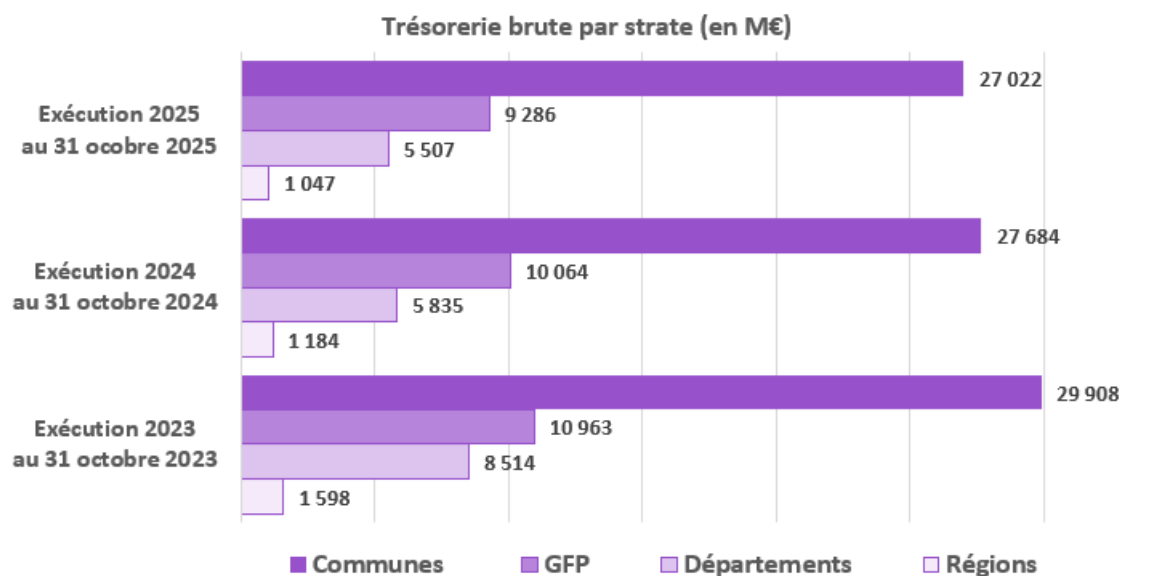


Trésorerie

La **trésorerie** correspond au montant des fonds déposés sur le compte au Trésor (compte 515).

La trésorerie des collectivités locales s'élève à 42,9 Md€ à fin octobre 2025. Elle diminue à date par rapport à 2024 (44,8 Md€) et 2023 (51 Md€).

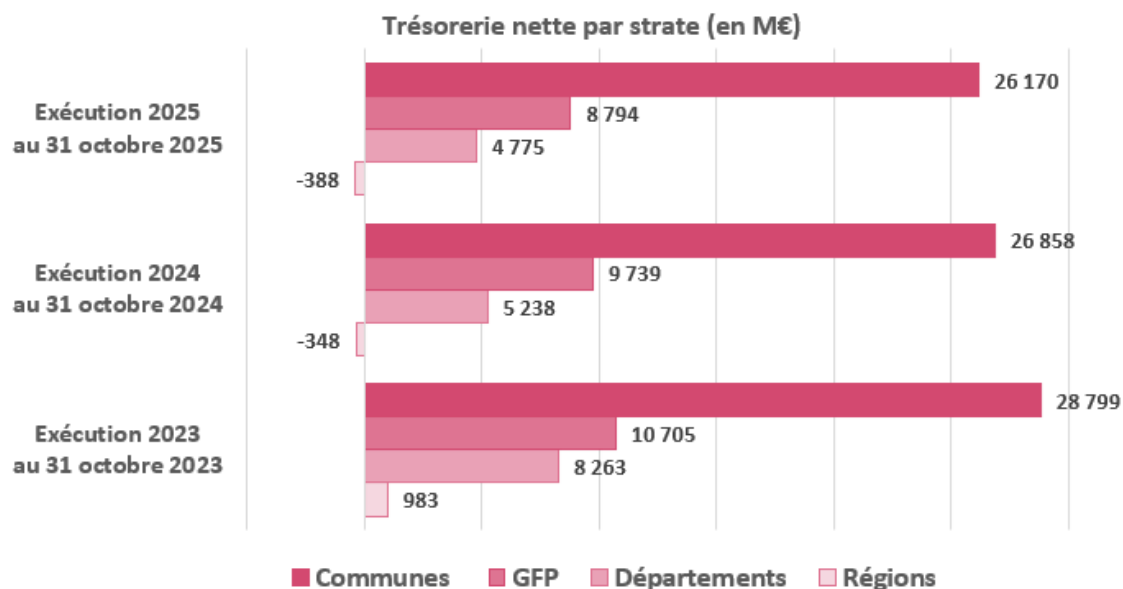
Trésorerie brute en M€	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Exécution 2024 au 31 octobre 2024	Exécution 2025 au 31 octobre 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	29 908	27 684	27 022		-7,4%	-2,4%
GFP	10 963	10 064	9 286		-8,2%	-7,7%
Départements	8 514	5 835	5 507		-31,5%	-5,6%
Régions	1 598	1 184	1 047		-25,9%	-11,6%
Total	50 982	44 767	42 862		-12,2%	-4,3%



La **trésorerie nette** correspond au montant des fonds déposés sur le compte au Trésor (compte 515), déduction faite des concours financiers à court terme (lignes de crédit de trésorerie, essentiellement).

La trésorerie nette des collectivités locales s'élève à 39,4 Md€ au 31 octobre 2025, soit un niveau inférieur à celui de fin octobre 2024 (41,5 Md€) et fin octobre 2023 (48,7 Md€).

Trésorerie nette en M€	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Exécution 2024 au 31 octobre 2024	Exécution 2025 au 31 octobre 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	28 799	26 858	26 170		-6,7%	-2,6%
GFP	10 705	9 739	8 794		-9,0%	-9,7%
Départements	8 263	5 238	4 775		-36,6%	-8,8%
Régions	983	-348	-388		-135,4%	-11,5%
Total	48 749	41 487	39 351		-14,9%	-5,1%



Remarque méthodologique

La Direction générale des Finances publiques (DGFIP), en tant que teneur de compte du secteur public local, centralise mensuellement les balances comptables de l'ensemble des collectivités dont la comptabilité est tenue par un comptable de la DGFIP. Le champ retenu est celui des budgets principaux des communes, des groupements à fiscalité propre, des départements et des régions. Le suivi infra-annuel permet de comparer les recettes et les dépenses comptabilisées sur les exercices à une date donnée.

Cette évolution infra-annuelle doit être appréhendée avec précaution car elle est impactée, d’une part, par le rythme d'encaissement par les collectivités de leurs recettes (y compris versements de l’État, notamment la dotation globale de fonctionnement (DGF) et, d’autre part, par le rythme d'inscription en comptabilité de ces versements. Ces pratiques des collectivités peuvent varier d’une année sur l’autre, de même que la date de certains versements importants.

En raison de l’absence de titrage et de mandatement d’un conseil départemental depuis une cyberattaque intervenue en mai 2025, le budget concerné est exclu de la strate départementale et de la synthèse nationale, pour l'exécution infra-annuelle 2023-2024-2025 et pour l'exécution définitive 2024, afin de ne pas fausser la comparaison entre exercices.